

avait pourtant à son programme la réalisation de la semaine de 40 heures, déchaîna contre les typos bruxellois toutes les forces de ses organisations et voua à un échec total la lutte désespérée de ce petit retranchement de la classe ouvrière qui luttait dans l'intérêt de tout le prolétariat belge contre la coalition étroite de toutes les forces du capitalisme, y compris, et au premier chef, le P.O.B., avec la Commission Syndicale.

Entre 1929 et 1932, sous le gouvernement de Tardieu, nous assistâmes, en France, à une série de défaites de grèves ouvrières, mais les conditions de vie des exploités français, la chute de leurs salaires était bien inférieure à celle qu'avait pu obtenir le capitalisme belge, où les formidables organisations syndicales avaient permis d'atteindre de meilleurs résultats en permettant même l'économie de mouvements grévistes. Seulement, il n'existe pas de demi-mesures dans la lutte de classes et ou bien l'on en arrive au fascisme pour anéantir, pour une période assez longue, le prolétariat (fort probablement pour toute la période qui nous sépare des situations tombant à nouveau dans la guerre), ou bien des possibilités de manœuvre restent au capitalisme pour agir avec l'appui social-démocrate, et alors aucune force ne pourra éviter l'éclosion des conflits de classes.

Malgré l'œuvre minutieuse de la Commission Syndicale, qui était parvenue à épurer les syndicats de la présence des révolutionnaires, éclatait, en 1932, en opposition ouverte aux directives des syndicats, le puissant mouvement minier, à l'issue duquel le capitalisme pensa qu'il valait mieux suspendre, pendant quelques mois, la poursuite de son plan dirigé contre la classe ouvrière. En France, c'est seulement entre 1932 et 1936 que nous verrons se déclencher une attaque de l'importance de celle qui avait été menée à bien par la bourgeoisie belge entre 1930 et 1932. Et, ici aussi, c'est sans rencontrer de sérieuses résistances de la part des ouvriers qu'on les mobilisa, contre le 6 Février, le fascisme et pour la défense de la République. A un moment avancé de cette attaque, lors des décrets-lois Laval, les ouvriers de Brest et de Toulon qui osèrent riposter par la lutte de classes, furent traités de provocateurs par les traitres socialistes et centristes qui appliquaient parfaitement la devise de Brüning suivant laquelle, pour éviter le pire, il fallait sacrifier délibérément toute tentative de continuer la lutte classes.

un certain point de vue, les grands mouvements français de 1936 se placent sur le même plan que ceux de 1932 en Belgique, car les autres arrivent après que le capitalis-

me a pu obtenir des résultats de tout premier ordre dans la voie de la compression des salaires. Ce parallèle n'est nullement démenti par la différence des résultats qui ont clos les deux grèves. Bien évidemment, en France, l'on a obtenu plus qu'en 1932 en Belgique, où il n'y eut — sous l'initiative de Vandervelde — que les déclarations solennelles des trois partis traditionnels, à la Chambre, pour la défense des salaires et l'institution d'une Commission pour la semaine des 40 heures. Mais il est certain que, tout comme le capitalisme belge enterra quelques mois après les concessions qu'il avait faites pour briser le mouvement des mineurs de 1932, la bourgeoisie française pourra ensevelir rapidement l'accord de l'hôtel Matignon.

Nous mettrons, par la suite, en évidence comment le puissant élan de classe du prolétariat belge de 1932 a pu être canalisé progressivement dans la voie de garage d'une action parlementaire d'opposition au développement croissant de l'attaque capitaliste, et comment il s'est enfin conclu par la constitution du gouvernement d'Union Nationale de mars 1935. Pour le moment, nous voudrions souligner les nouvelles circonstances internationales qui pourraient imprimer un nouveau cours aux événements français, nouveau par rapport à celui qui se déroula entre 1932 et 1936 en Belgique et qui connut — ainsi que nous l'avons dit — l'effacement du puissant acquit de classe résultant des mouvements grandioses de 1932. Il serait puéril de dire que puisque les ouvriers français sont parvenus à réaliser une attaque de classe de l'importance de celle de juin 1936, le capitalisme se trouve, par cela même, dans l'impossibilité de passer rapidement à un regroupement de ses forces (y compris, fort probablement, le Front Populaire), pour disperser ce que la classe ouvrière a conquis tant au point de vue matériel que du renforcement de son esprit de classe. Non seulement la Belgique offre un démenti aux partisans de l'automatisme social (qui voient dans la grève en elle-même le salut pour le prolétariat), mais dans tous les pays nous avons constaté que la société capitaliste, après avoir connu le danger mortel d'une attaque générale de la classe ouvrière, se redresse rapidement en déclenchant une attaque massive sous la forme du mouvement fasciste ou d'une constellation de droite se complétant avec une opposition parlementaire et de scandales des social-démocrates et des centristes.

L'élément de diversification entre le 1932 belge et le 1936 français consiste dans la situation internationale à laquelle contribuent les deux pays, non simplement comme des parties d'un tout, mais en tant que départements res-